

Convention collective

**IDCC : 8414. – EXPLOITATIONS MARAÎCHÈRES ET DE SERRES
(Meurthe-et-Moselle et Moselle)
(22 février 1972)**

(Étendue par arrêté du 8 mars 1973,
Journal officiel du 25 avril 1973)

AVENANT N° 78 DU 1^{ER} JUILLET 2019

NOR : AGRS1997199M

IDCC : 8414

Entre :

FDSEA de Moselle,

D'une part, et

Union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT de Lorraine ;

Union régionale des syndicats CFTC ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le Smic est un salaire de référence horaire, garanti par la loi et applicable à tous les emplois.

Aucun salarié ne peut percevoir un salaire inférieur, sous réserve des dispositions légales spécifiques à certains travailleurs.

Le Smic horaire est fixé à 10,03 € depuis le 1^{er} janvier 2019.

Les salaires horaires minima concernant les ouvriers et employés sont fixés comme suit :

(En euros.)

CATÉGORIE	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures)
Niveau I. – Échelon 1	10,03	1 521,25
Niveau I. – Échelon 2	10,09	1 530,35
Niveau II. – Échelon 1	10,18	1 544,00
Niveau II. – Échelon 2	10,30	1 562,20
Niveau III. – Échelon 1	10,47	1 587,98
Niveau III. – Échelon 2	10,61	1 609,22

CATÉGORIE	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures)
Niveau IV. – Échelon 1	11,04	1 674,44
Niveau IV. – Échelon 2	11,10	1 683,54

Les salaires horaires minima concernant les techniciens, agents de maîtrise et les cadres sont fixés comme suit :

(En euros.)

CATÉGORIE	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures)
TAM niveau I. – Échelon 1	11,29	1 712,35
TAM niveau I. – Échelon 2	11,47	1 739,65
TAM niveau II	12,77	1 936,83

(En euros.)

CATÉGORIE	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures)
Cadres niveau I	14,87	2 250,78
Cadres niveau II	18,65	2 828,65

Article 2

Les dispositions du présent avenant prennent effet à compter du 1^{er} juillet 2019.

Article 3

Les dispositions du présent avenant sont applicables de façon indifférenciée à l'ensemble des entreprises relevant de la branche. Elles concernent donc de façon identique les entreprises de moins de cinquante (50) salariés et de cinquante (50) salariés et plus, afin de garantir à l'ensemble des salariés de la branche une couverture uniforme dont les garanties ont tenu compte lors de leur définition de la structure et de la taille des entreprises de la branche.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à l'unité départementale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Grand Est, en l'absence d'opposition après un délai de 15 jours suivant sa signature.

Fait à Vandœuvre-lès-Nancy, le 1^{er} juillet 2019.

(Suivent les signatures.)